



Volume 10 - Numéro 1
Automne 2018

L'Écho de l'habitation autochtone

RENCONTRE RÉGIONALE SUR LE LOGEMENT DE L'APNQL ET SUITE DE LA MOBILISATION SUR LA RÉFORME DU LOGEMENT ET DE L'INFRASTRUCTURE

La prochaine rencontre régionale sur le logement de l'APNQL coïncidera, cette année encore, avec la mobilisation sur la réforme du logement et de l'infrastructure. Dans le cadre de son engagement visant à améliorer le logement et l'infrastructure pour les collectivités des Premières Nations dans les réserves, comme indiqué dans le budget de 2016, le gouvernement du Canada mobilise les Premières Nations et d'autres partenaires pour établir une approche à long terme efficace afin de soutenir le logement dans les réserves et de contribuer à une Stratégie nationale globale en matière de logement.

Les discussions reprendront sur la base de ce qui fut discuté l'an dernier à Trois-Rivières. Les commentaires recueillis furent analysés par le Comité tripartite qui a ensuite proposé une Ébauche de Stratégie régionale sur le logement et l'infrastructure qui fut appuyée par les Chefs en Assemblée. Une partie importante de la rencontre sera consacrée à échanger sur cette ébauche.

Prenez note que la rencontre se tiendra du 27 au 29 novembre 2018. Comme ce fut le cas l'an dernier, le thème de la rencontre étant très vaste (logement et infrastructure), il est fort probable que plus d'un représentant par Première Nation soit interpellé, en plus du Chef ou du Conseiller responsable du dossier du logement et de l'infrastructure.

CONTEXTE

Comité régional tripartite en logement – Rapport annuel 2017-2018

Ce rapport résume les activités réalisées par le Comité régional tripartite en logement (CRTL) au cours de l'année 2017-2018 ainsi que les grandes orientations qui guideront ses actions en 2018-2019.

Le CRTL regroupe des représentants de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL), de Services aux Autochtones Canada (SAC) et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Le Comité existe, dans sa forme actuelle, depuis 2005. Sa mission est de soumettre des recommandations aux autorités respectives des 3 parties dans le but de favoriser l'amélioration des conditions de logement des membres des Premières Nations.

Les activités du CRTL sont régies par un cadre de référence qui prévoit la tenue d'au moins 3 rencontres par année. Le Comité identifie des enjeux régionaux et en fait le suivi au moyen d'un plan d'action approuvé en début d'année. Il mise sur le partenariat, la dissémination de l'information aux communautés et organismes des Premières Nations, les échanges et le maillage pour faire progresser les dossiers d'intérêt mutuel.

Le Plan d'action du Comité fut complètement renouvelé. Il s'intègre à l'Ébauche de stratégie régionale qui elle-même découle de la mobilisation amorcée dans le cadre de la réforme du logement et de l'infrastructure. Le Plan d'action est formé de 3 axes qui intègrent tous les enjeux des plans précédents :

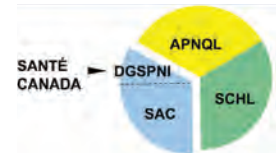
1. Plus de compétences et de capacités à tous les niveaux avec innovation;
2. Plus de fonds et plus d'options de financement avec innovation;
3. Plus d'autonomie chez les Premières Nations avec innovation.

PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2017-2018

Activités régulières

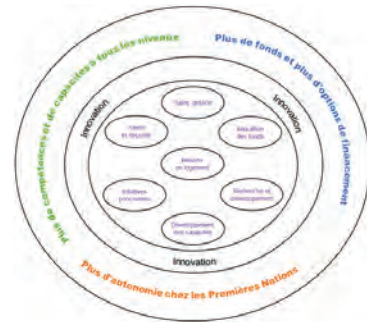
- Mise en œuvre du Plan d'action 2017-2018
- Publication du bulletin *Écho de l'habitation autochtone*, vol. 9, no 1
- Publication d'informations pertinentes sur la page du Comité intégrée au site internet de l'APNQL et dissémination aux communautés et organismes des Premières Nations
- Collaboration à la planification et à la tenue de la session de mobilisation sur le logement et l'infrastructure

- Intégration de Santé Canada (DGSPNI) aux activités du Comité



Activités d'encadrement

- Renouvellement du Plan d'action afin de l'arrimer à l'ébauche de stratégie régionale en logement et infrastructure



Actions stratégiques

- Stratégie concertée pour élaborer une ébauche de stratégie régionale en logement et infrastructure suite à la session de mobilisation
- Stratégie concertée pour favoriser le retour des services d'inspection entre les mains des conseils tribaux de la région
- Rencontre avec le sous-ministre de SAC : enjeux et messages clés
- Stratégie concertée pour sensibiliser la Direction générale de l'infrastructure communautaire du Bureau central de SAC aux activités du CRTL et pour présenter le modèle stratégique de la SÉDAC (voir figure 1 à la page 6)

Collaboration avec les organisations

- Partenariat avec le Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes (CSPNÉA) dans la mise en oeuvre du programme de formation des gestionnaires de l'habitation et d'une communauté de pratique en habitation
- Partenariat avec les conseils tribaux dans la mise en oeuvre du projet-pilote de groupe de ressources techniques en habitation (GRTH)
- Partenariat pour appuyer et supporter les tables régionales en habitation
- Partenariat pour collaborer avec la SÉDAC dans la mise en oeuvre de son modèle stratégique



2018-2019 Allocation Rénovation SCHL

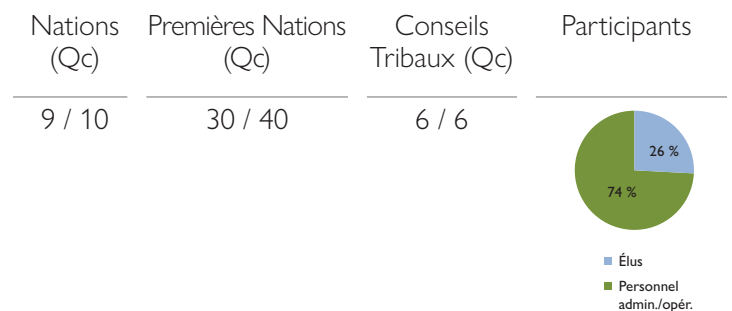
Odanak	20 000 \$
Wolinak	20 000 \$
Abitibiwinni	20 000 \$
Kebaoek	20 000 \$
Kitigan Zibi	40 000 \$
Lac Simon	20 000 \$
Long Point FN	20 000 \$
Timiskaming	20 000 \$
Manawan	20 000 \$
Opitciwan	20 000 \$
Wemotaci	20 000 \$
Wendake	40 000 \$
Gesgapegiag	20 000 \$
Listuguj	40 000 \$
Kahnawake	160 000 \$
Kanesatake	40 000 \$
Ekuanitshit	20 000 \$
Essipit	20 000 \$
Mashteuiaitsh	40 000 \$
Matimekush	20 000 \$
Natashquan	20 000 \$
Pakua Shipi	20 000 \$
Pessamit	40 000 \$
Uashat	40 000 \$
Unamen Shipu	20 000 \$
Kawawachikamach	20 000 \$
Crees (9 communautés)	228 000 \$
	1 028 000 \$

RETOUR SUR LA SESSION DE MOBILISATION DE SEPTEMBRE 2017

Les intervenants du logement et de l'infrastructure des Premières Nations au Québec (élus, techniciens et gestionnaires) ont été conviés, et ont participé en grand nombre, à la Session de mobilisation tenue à TroisRivières du 26 au 28 septembre 2017. Organisée par l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) pour Services aux Autochtones Canada (SAC), cette rencontre avait pour but d'engager une discussion avec les Premières Nations sur les orientations à donner à la réforme du logement et de l'infrastructure.

Le rapport du facilitateur de la Session de mobilisation (*Innovation Seven*) réfère à plus 1 000 points de données recueillies au cours des 3 jours de l'évènement. Les participants ont répondu à une série de questions visant à recueillir leur opinion sur les orientations à donner à la réforme. Le rapport s'accompagne de recommandations et identifie des étapes de mise en œuvre.

Participation à la session de mobilisation



Points saillants de la Session de mobilisation

Les constats suivants ont émergé au cours des discussions tenues avec les participants.

Compétences et capacités

- Formation pour les décideurs politiques, la haute direction, les propriétaires et les membres.
- Il y a des défis liés à la langue qui sont perçus comme des obstacles.
- Les institutions doivent être régionales plutôt que nationales.
- L'organisation doit avoir la capacité de donner des certifications.
- Les gestionnaires de logement sont surchargés de tâches.

L'analyse plus approfondie des réponses aux questions révèle aussi que les Premières Nations rencontrent des défis dans le développement de leurs capacités, que la gestion et l'entretien sont des domaines de compétences clés à privilégier et que c'est au niveau régional que devrait être développée une éventuelle organisation de support en développement des capacités.



Financement et gestion financière

- Accès à des outils de financement et accès au capital qui n'imposent pas de restriction aux Premières Nations (ex. SÉDAC).
- Élimination des garanties d'emprunt ministérielles.
- Plus de financement est requis.
- Financement par les provinces.
- Partage des revenus de ressources.

L'analyse plus approfondie des réponses aux questions révèle aussi que les Premières Nations veulent des changements significatifs dans les politiques et programmes de logement et d'infrastructure. Elles recherchent notamment plus d'options de financement, un engagement à long terme par le gouvernement et de nouveaux partenariats.

Gouvernance et fourniture de services

- Ne pas remplacer la bureaucratie par plus de bureaucratie.
- Séparation de la politique et de l'administration.
- Collaboration / mise en réseau / partage des ressources / rupture de l'isolation.
- L'allocation des fonds est une question épineuse.
- Réticence à aller trop vite dans le processus. Mettre en place un processus qui mène à une solution à partir d'un niveau communautaire vers le haut.

L'analyse plus approfondie des réponses aux questions révèle aussi que la gouvernance passe par la standardisation des approches, des outils et des modèles. Le développement de nouveaux programmes et d'options, la planification, le soutien à la gestion et la mise en réseau sont des sphères de responsabilités à privilégier par les organisations des Premières Nations. Les attentes en matière de financement (plus d'options, plus de fonds) ont également été clairement exprimées sous ce thème.

Innovation

- Augmentation des responsabilités individuelles.
- Plus d'options de financement (obligations, fonds de crédit renouvelable, fonds propres, emprunts, etc.).
- Considérations démographiques dans la création de logements appropriés pour correspondre au style de vie des personnes vivant dans les maisons.
- Une augmentation importante et un engagement à l'égard du financement à long terme pour appuyer la revitalisation du logement.
- Mentorat et possibilités pour les jeunes et tous les membres de participer activement au développement de nouveaux logements et à la construction, l'exploitation et l'administration de ces nouveaux actifs communautaires.

L'analyse plus approfondie des réponses obtenues révèle aussi que l'innovation est un aspect qui doit être omniprésent dans tous les aspects de la réforme du logement et de l'infrastructure. Les Premières Nations veulent que les préférences affirmées en matière de développement des capacités, de financement / gestion financière et de gouvernance / fourniture de services se traduisent par de nouvelles façons de faire, des approches innovatrices, qui sortent des sentiers battus.

2018-2019 Allocation SCHL Article 95	
	Coûts à vie
Listuguj	293 750 \$
Gesgapegiag	146 875 \$
Long Point FN	293 750 \$
Lac Simon	734 376 \$
Timiskaming	161 635 \$
Kanesatake	132 786 \$
Kahnawake	663 930 \$
Mashteuiatsh	293 750 \$
Wemotaci	440 625 \$
Opitciwan	1 293 081 \$
Manawan	881 251 \$
Uashat	734 376 \$
Essipit	293 750 \$
Ekuanitshit	146 875 \$
Unamen Shipu	728 445 \$
Pessamit	1 028 126 \$
Pakua Shipi	242 815 \$
Kawawachikamach	538 800 \$
Crees (9 communautés)	4 310 400 \$
	13 359 396 \$



CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES ET ÉBAUCHE DE STRATÉGIE RÉGIONALE

Les attentes de la région dans le cadre de la réforme du logement et de l'infrastructure peuvent se résumer comme suit :

Compétences et capacités	Plus de compétences et de capacités à tous les niveaux avec innovation
Financement et gestion financière	Plus de fonds et plus d'options de financement avec innovation
Gouvernance et fourniture de services	Plus d'autonomie chez les Premières Nations avec innovation

Figure 1: Ébauche de stratégie régionale en logement et infrastructure – Modèle logique

